

Royaume du Maroc
Ministère de L'Intérieur
Préfecture de Salé
Commune de Salé
Direction Générale des Services
Division des travaux et aménagement urbain



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX N° 10/CS/2024

ENTRETIEN DES INSTALLATIONS SPORTIVES

LOT UNIQUE

Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et de l'alinéa a paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

- ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE
- ARTICLE 2: CONSISTANCE DES TRAVAUX
- ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE
- ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE
- ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE
- ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR
- ARTICLE 7 : DESIGNATION DES INTERVENANTS
- ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR
- ARTICLE 9 : NANTISSEMENT
- ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE
- ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION
- ARTICLE 12 : NATURE DES PRIX
- ARTICLE 13 : REVISION DES PRIX
- ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF
- ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE
- ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE
- ARTICLE 17 : APPROVISIONNEMENTS
- ARTICLE 18 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT
- ARTICLE 19 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS
- ARTICLE 20 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE
- ARTICLE 21 : PROVENANCE, QUALITE ET ORIGINES DES MATERIAUX
- ARTICLE 22 : RECEPTION PROVISOIRE
- ARTICLE 23 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX
- ARTICLE 24 : PENALITES PARTICULIERES
- ARTICLE 25 : DELAI DE GARANTIE
- ARTICLE 26 : MODALITES DE REGLEMENT
- ARTICLE 27 : PENALITES POUR RETARD
- ARTICLE 28 : RECEPTION DEFINITIVE
- ARTICLE 29 : CAS DE FORCE MAJEURE
- ARTICLE 30 : RESILIATION DU MARCHE
- ARTICLE 31 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION AU MAROC
- ARTICLE 32 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES
- ARTICLE 33 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR – DIRECTION - ENCADREMENT DU CHANTIER
- ARTICLE 34: PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL
- ARTICLE 35 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES OUVRAGES ET BORDEREAU DES PRIX – DETAIL

- ARTICLE 36: DEFINITION DES PRIX ET DESCRIPTIF TECHNIQUE
- ARTICLE 37: BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

MARCHE N° 10/CS/2024
COMMUNE DE SALE

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et de l'alinéa a paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics

Entre les soussignés :

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**" ,

D'UNE PART,

Et

1. Cas d'une personne morale

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°.....

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Tel :.....Fax :E-mail :.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

.....

ouvert auprès

de.....

Désigné ci-après par le terme « **ENTREPRENEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

MARCHE N° 10/CS/2024
COMMUNE DE SALE

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et de l'alinéa a paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics

Entre les soussignés :

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",

D'UNE PART,

Et

2. Cas de personne physique

M

.....

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le

n°

Taxes Professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°

.....

IF n° ICE n°

.....

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme «**ENTREPRENEUR**»

D'AUTRE PART,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

MARCHE N° 10/CS/2024
COMMUNE DE SALE

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et de l'alinéa a paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics

Entre les soussignés :

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",
D'UNE PART,

Et

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention
soussigné :

- Membre 1 :

Mqualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui
lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°

Registre de commerce desous le
n°

Affilié à la CNSS sous n° IF n° ICE
n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24positions)
.....

Ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

-
-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (Prénom, nom et qualité) en
tant que mandataire du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un
compte bancaire commun RIB (24 positions)
.....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **ENTREPRENEUR** »

D'AUTRE PART,

CHAPITRE I

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet :
Entretien des installations sportives.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à exécuter au titre du présent marché consistent en ce qui suit :

- DEPOSE, DECAPAGE DE LA SURFACE DE JEU EXISTANTE
- FOURNITURE ET POSE DE MOQUETTE EN GAZON SYNTHETIQUE
- REPLISSAGE DU GAZON SYNTHETIQUE EN SABLE SILICE
- REPLISSAGE DU GAZON SYNTHETIQUE EN GRANULATS SBR ENCAPSULES
VERTS

Le présent marché est à lot unique.

Les travaux objet du présent marché seront exécutés aux terrains de proximité à la route de Meknès et Boulevard Massira Al Khadra

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché comprennent :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (CCAG-T).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus autres que celles se rapportant à l'offre financière.

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- Dahir n°1.15.85 du 20 Ramadan 1436 (07 Juillet 2015) promulguant la loi organique n°113.14 relative aux communes.
- Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatifs aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.

-La circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.

-Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;

-Décret ri° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux

-les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.

-Le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;

-Le décret n° 2.17.451 en date du 23 Novembre 2018 relatif à la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération entre les communes.

-La circulaire 1/61/SGG du 30 janvier 1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication nationale ;

-le dahir N° 178-157 du 26 Joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle, notamment son article 3 définissant l'ensemble des normes marocaines homologuées se rapportant aux travaux de bâtiment ;

-Le bordereau des salaires minima ;

-Le décret n° 2.86.99 du 14 MARS pour l'application de la loi n° 30.85 relative à la T.V.A ;

-Le Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;

-Arrêté du chef du gouvernement n°3.302.15 du 15 Safar 1437 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;

-La loi 53.00 relatif à la charte des petites et moyennes entreprises applicable au dahir charif n° 1-02-188 du 12 joumada I 1423 (23-07-2002) ;

-Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics

C- TEXTES SPECIAUX

-Le devis général d'architecture fixant les conditions d'exécution des travaux concernant les bâtiments administratifs (édition 1956)

-La circulaire n° 6001 bis de 7/8/58 relative au transport des matériaux et marchandises pour l'exécution des travaux publics l'arrêté 350-67 des TPC du 15/07/1967 et règles techniques PNM 7 II CL 006 et 005 y annexés.

-Le règlement de construction parasismique RPS 2000, version 2011.

-La circulaire 1/61/CBA /SGG du 30 janvier 1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication nationale.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir de l'ignorance de ces documents pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché qui résultera du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le président de la commune de salé.

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis ou de la date de la signature du marché par l'attributaire lorsqu'il est négocié. Ce délai peut être prorogé par le maître d'ouvrage de trente (30) jours au maximum dans les cas ci-après :

1. Lorsque le délai de validité des offres est prorogé à la demande du maître d'ouvrage conformément au deuxième alinéa de l'article 36 du décret précité, et accepté par le ou les concurrent(s), le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours de cette prorogation, sans toutefois dépasser trente (30) jours.

2. Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai de soixante (60) jours visé ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours.

L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas :

- Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé par le maître d'ouvrage et donne son accord par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la date limite fixée par ce dernier, il reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

- Si l'attributaire refuse de proroger le délai de validité de son offre, ou ne répond pas dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit (48) heures à compter de la réception de la réponse de l'attributaire ou l'expiration du délai précité, auquel cas la procédure est annulée.

3. Lorsque l'attributaire n'exprime pas sa volonté de maintenir son offre au-delà du délai de notification de l'approbation prévu ci-dessus, compte tenu, le cas échéant, du délai de prorogation, celui-ci reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage jusqu'à la notification de l'approbation du marché.

B. Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non-approbation du marché dans les délais impartis. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, la commune de salé (maître d'ouvrage) remet gratuitement à l'entrepreneur par ordre de service, contre décharge ,un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des

prescriptions spéciales et des pièces mentionnées comme pièces constitutives du marché ,et ce dans un délai maximum de 5 jours ouvrables à compter de la date de notification de l'approbation du marché.

ARTICLE 7 : DESIGNATION DES INTERVENANTS

Monsieur le Président de la Commune de SALE en sa qualité du maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par l'entrepreneur indiqué au préambule du présent CPS.En cas de changement de domicile, l'Entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours suivant ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

« En application de l'article 4 de la loi n 112-13. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché. »

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février2015), étant précisé que :

1-La liquidation des sommes dues par la commune de salé (maître d'ouvrage) en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la commune de salé.

2-Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis de la commune de salé (maître d'ouvrage), par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.

3-Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

4-Les paiements prévus au marché seront effectués par Monsieur le trésorier préfectoral de la ville de Salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Si le titulaire envisage de sous-traiter une partie des prestations, il doit se conformer aux stipulations de l'article 151 du décret des marchés publics précité. La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations énumérées ci-après ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

FOURNITURE ET POSE DE MOQUETTE EN GAZON SYNTHETIQUE

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, du sous-traitant au fur à mesure de l'exécution de la partie sous-traitée.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues à l'article 27 précité.

Le maître d'ouvrage peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'accusé de réception, notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret précité.

Le titulaire, qui demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers est tenu de délivrer au sous-traitant, à sa demande, une attestation de bonne exécution des prestations objet de la partie sous-traitée du marché.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées

ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION

Conformément à l'article 8 du CCAGT applicable aux marchés de travaux, Le délai d'exécution des travaux commencera à courir du jour invitant l'entrepreneur à commencer les travaux. Ce délai est **de 03 mois (Trois mois)**.

Ce délai ne peut, sauf cas d'urgence, être inférieur à (10) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

Des délais supplémentaires peuvent être pris en considération dans les cas suivants :

- Force majeure ;
- Ajournements partiels des travaux ;
- Augmentation dans la masse des travaux ;
- Travaux supplémentaires.

ARTICLE 12 : NATURE DES PRIX

Conformément au paragraphe 2 de l'article 14 du décret n° 2.22.431 du 15 chaabane1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du dit marché sont à prix unitaires.

Le règlement des sommes dues à titre du présent marché s'effectue tel que prévu aux paragraphes 1 et 2 de sus -mentionné article.

ARTICLE 13 : REVISION DES PRIX DU MARCHE

Les prix du marché sont révisables.

Si pendant le délai contractuel des variations sont constatées dans la valeur des index de références, les prix du présent marché seront révisés par application de la formule ci-dessous :

$$P = P0 \times (0.15 + 0.85 \times \text{BAT6} / \text{BAT60})$$

P : le montant hors taxe révisé de la prestation considérée ;

Po : le montant initial hors taxe de cette même prestation ;

BAT6o: index global de bâtiment tout corps d'état au mois de la date limite de remise des offres ;

BAT6: index global de bâtiment tout corps d'état au mois de la date de l'exigibilité de la révision.

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Conformément à l'article 19 du CCAGT, le montant de la caution provisoire de 20 000,00 DHS (vingt mille dirhams) sera remise avec l'offre. Elle sera restituée aux candidats après le jugement de la commission de l'ouverture des plis. Pour l'attributaire, elle lui sera restituée dès réception de la caution définitive.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T et à l'article 24 du décret n °2-22-431.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

Les cautionnements peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires.

Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG TRAVAUX.

N.B. : Le cautionnement provisoire doit être constitué électroniquement.

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande de l'entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

L'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux stipulations de l'article 25 du CCAGT.

ARTICLE 17 : APPROVISIONNEMENTS

Le présent marché ne prévoit pas d'acompte sur approvisionnements de matériaux et matières premières destinés à entrer dans la composition des travaux objet du marché.

ARTICLE 18 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Les formalités d'enregistrement, telles qu'elles résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 19 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions de l'article 23 du CCAGT.

ARTICLE 20 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

L'entrepreneur s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAGT.

L'entrepreneur doit assurer le nettoyage quotidien du chantier durant la période des travaux.

ARTICLE 21 : PROVENANCE, QUALITE ET ORIGINES DES MATERIAUX

Comme le stipule l'article 5 du décret 2-22-431, tous les matériaux, matières et produits utilisés dans les travaux objet du présent cahier des prescriptions spéciales seront d'origine marocaine ou par référence aux normes marocaines homologuées.

A défaut des produits marocains, ces produits peuvent être d'origine étrangère répondant aux normes applicables au Maroc ou à défaut, à des normes internationales.

Le maître d'ouvrage est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et décider de leur lieu d'emploi. En particulier le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon laisser préjuger de leur qualité.

ARTICLE 22 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAGT, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'assurent en présence de l'entrepreneur de la conformité des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'ils constatent que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, L'entrepreneur procédera aux remplacements nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 23 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX

Conformément à l'article 44 du CCAGT, Le délai fixé pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur est de trente (30) jours de calendrier à compter de la date de la réception de mise en demeure relative à la réalisation de ces opérations.

ARTICLE 24 : PENALITES PARTICULIERES

En cas de retard de l'entrepreneur dans la remise de certains documents ou rapports ou par défaut de réalisation de certaines de ses obligations, Une pénalité particulière de mille (1.000,00) dirhams par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de la date d'expiration de la date de mise en demeure remis à l'entrepreneur relatif à ce sujet. Cette

pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur. Conformément à l'article 66 du CCAGT, l'ensemble de ces pénalités est plafonné à deux pour cent (2%) du montant initial du marché.

ARTICLE 25 : DELAI DE GARANTIE

Garantie contractuelle :

La durée de garantie est fixée à 12 mois et prend effet à la date de la réception provisoire. Les dispositions de l'article 75 du CCAGT s'appliquent.

ARTICLE 26 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite des pénalités pour retard, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues à l'entrepreneur seront versées au compte bancaire, indiqué au préambule du présent CPS.

ARTICLE 27 : PENALITES POUR RETARD

Conformément à l'article 65 du CCAGT, à défaut d'avoir terminé les travaux dans les délais prescrits, il sera appliqué à l'entrepreneur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues à l'entrepreneur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien l'entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 79 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 28 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-Travaux et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

ARTICLE 29 : CAS DE FORCE MAJEURE

Lorsque le titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter le marché par la survenance d'un événement de force majeure telle que définie par les articles 268 et 269 du Dahir du 9 Ramadan 1331 (12 Août 1913) formant Code des Obligations et Contrats, il peut en demander résiliation.

- La neige : supérieure ou égale à 30 cm/s
- La pluie : supérieure ou égale à 60 mm/s

- Le vent : supérieur ou égal à 120 kms/h
- Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 30 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par décret n° 2.22.431 du 15 chaabane1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics et notamment celles prévues aux articles 47 et 52, 58, 65, 70, 79 et 80 du CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire sans autorisation de continuer l'activité ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché suivant les procédures de résiliation du marché. Dans ce cas un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution du marché par les membres restants du groupement éventuellement complétés par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétence dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

ARTICLE 31 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 32 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des différends et litiges surviennent avec l'entrepreneur, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81 à 84 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 33 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR – DIRECTION - ENCADREMENT DU CHANTIER

L'entrepreneur sera tenu d'assister personnellement ou par son représentant aux rendez-vous de chantiers qui seront fixés dès la première réunion. Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur sera représenté en permanence sur les chantiers, par un responsable qualifié. La direction de ces chantiers devra être effectivement assurée sans interruption.

Si la qualification du responsable n'apparaît pas suffisante, le Maître d'Ouvrage pourra en demander le remplacement ou l'assistance jugée nécessaire de l'entrepreneur.

ARTICLE 34: PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

Le prestataire de services s'engage à recourir à la main d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

La main d'œuvre locale est la main d'œuvre issue du commun lieu d'exécution ou, le cas échéant, de la Préfecture ou de la Province ou de la Région.

Le taux de recours à la main d'œuvre locale est de 20% de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

ARTICLE 35 : PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le suivi de l'exécution du marché est confié au Chef de service de bâtiments de la commune de Salé, et le chef de la Division des travaux et aménagement urbain de la commune de Salé.

Les tâches dévolues par le maître d'ouvrage aux personnes chargées du suivi de l'exécution du marché ainsi que les actes qu'elle est habilitée à prendre pour assurer sa mission sont :

- Le suivi et l'encadrement technique de l'entreprise durant toute la période du marché
- La réception des travaux réalisés
- La validation des attachements
-

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES OUVRAGES ET BORDEREAU DES PRIX – DETAIL

ESTIMATIF

ARTICLE 36: DEFINITION DES PRIX

PRIX N°1 : DEPOSE, DECAPAGE DE LA SURFACE DE JEU EXISTANTE Y/C COMPRIS DEPOSE DES EQUIPEMENTS

Ce prix rémunère les travaux de décapage soigné pour surface de jeu existante (gazon défectueux, couche de souplesse défectueux et autres), les travaux devront être exécutés d'une façon à ne pas endommager la plateforme.

Le prix comprend la mobilisation des matériaux et matériels de toute nature nécessaire et indispensable pour la bonne exécution des travaux de préparation du support et enlèvement de revêtement existant.

Le prestataire procédera, en présence du MO au repérage des équipements concernés par la dépose.

Le prix inclus les travaux :

Dépose des équipements désignés par le MO;

Enlèvement des revêtements (gazon, couche de souplesse) ;

Repose des équipements désignés par le MO;

Transport, chargement et déchargement des gravats et l'évacuation aux décharges publiques ;

Transporter manuellement et/ou par véhicules des équipements vers les dépôts ou autres endroits suivant indications et sous surveillance de maître d'ouvrage.

Le présent prix rémunère aussi les travaux de dépose des filets pare ballon sur parties latérales et toits, grillage de clôture pour terrain, dépose des menuiseries et équipements de sport défectueux désignés par le MO.

Le mode opératoire est à faire valider par le MO.

Y compris toutes sujétions de transport, de manutention, de fourniture, de dépose, stockage, l'évacuation aux décharges publiques et toutes sujétions. Payé à l'ensemble

Ouvrage payé à l'ensemble au prix N°1,

Généralité

Prix payés, via les prix ci-après, au mètre carré du terrain y compris les abords réglementaires, en parfait état d'achèvement.

Leurs mises en œuvre doivent répondre aux stipulations du présent CPS et notamment :

Gazon synthétique avec remplissage en sable

Le produit proposé doit avoir obligatoirement un avis favorable d'un laboratoire spécialisé et répondant aux critères de la norme EN multisports 15330 - 1 pour leur combinaison ou à défaut l'avis favorable d'un organisme reconnu par les instances internationales.

De plus tous les composants du revêtement devront être conformes aux spécifications FIFA Quality PRO du règlement FIFA en vigueur (Edition Octobre 2015).

La fourniture et la mise en œuvre d'un revêtement en gazon synthétique. C'est un système constitué d'une couche de souplesse, d'un gazon synthétique mono filament, hauteur des fibres min 40 mm d'une épaisseur de 360 micron, lesté de sable silice et remplissage en granulats SBR (minimum de **16 Kg/m² de sable siliceux minimum + 6 Kg/m² SBR encapsulé verts**).

Les caractéristiques techniques du produit et ses performances seront conformes aux prescriptions contractuelles et au procès-verbal d'identification et de conformité délivré avec l'offre.

En plus des spécifications du CPT.

PRIX N°2: FOURNITURE ET POSE DE MOQUETTE EN GAZON SYNTHETIQUE

L'entrepreneur devra proposer à l'acceptation du Maître d'ouvrage des échantillons de gazon avec des fiches techniques précisant les qualités des produits présentés.

L'entreprise présentera un dossier technique complet pour faire approuver son échantillon. A la fin des travaux l'entreprise produira l'attestation de garantie contractuelle fournie par le fournisseur du produit au libellée au nom du maître d'ouvrage et spécifique au projet réalisé. Caractéristiques majeures du gazon synthétique :

- **Gazon synthétique de couleur vert avec remplissage de sable silice et granulats SBR verts ;**
- **Fibre droite mono filament,**
- **Hauteur du fil supérieure à 40 mm d'épaisseur minimum 350µm ;**
- **Nombre de brin par touffe ≥ 6 ;**
- **Poids de la fibre par touffe > 13.000 dtex**

- **Respecter le test de vieillissement selon la norme européenne avec des tubes fluorescent de 313 nm comme le spécifie la norme française**

NF P 90 112 avec la remise du rapport d'essai correspondant ;

La mise en œuvre du gazon synthétique

Un plan de calepinage sera proposé par le fournisseur de la moquette et remis par l'entreprise au maître d'ouvrage pour validation.

La manutention des rouleaux sera effectuée avec le plus grand soin et leur déroulement se fera toujours dans le même sens du velours.

Les rouleaux de moquette sont approvisionnés en ligne, le long des bordures longitudinales, à leur emplacement définitif de déroulement.

Les lèvres des 2 clés seront ouvertes pour permettre la mise en place d'une bande de pontage dont l'axe coïncidera parfaitement avec la future ligne de joint.

Les coupes d'ajustement de la moquette le long des bordures s'effectueront en une seule opération continue une fois la moquette lestée de sable.

Aucune mise en œuvre ne sera faire dans une ambiance humide, avec une température inférieure à 10° C

L'entrepreneur devra, en outre, fournir une fiche d'entretien et une note d'utilisation du gazon synthétique, qui seront annexées au procès-verbal de réception. Il devra aussi procéder après livraison du terrain au Maître d'ouvrage aux remplissages complémentaires éventuels avec du sable.

La présentation d'un procès-verbal rédigé par un laboratoire spécialisé agréé comme contrôleur technique à la charge de l'entreprise.

Implantation et traces des lignes de marquage

Il s'agit de l'implantation sous la responsabilité de l'entreprise des différents tracés par le biais d'un géomètre agréé. La mise en œuvre des tracés réglementaires (selon la réglementation de la FIFA)

La fourniture et la mise en œuvre des matériaux nécessaires au tracé compatible avec le revêtement.

Les réservations et socles pour poteaux (buts, marquage, drapeaux,...)

Traçage de terrain

Traçage des terrains par des bandes en gazon identique au tapis de couleur blanche pour le foot.

Ouvrage payé au mètre carré au prix N°2,

PRIX N°3: REMPLISSAGE DU GAZON SYNTHETIQUE EN SABLE SILICE

Le remplissage avec du sable

Le remplissage du gazon en une couche de sable (silice + SBR coloré vert) agréé par le fabricant du gazon à raison de 18 Kg minimum au m2 de sable siliceux avec 6 kg/m2 minimum de SBR encapsulé vert.

Le remplissage devra répondre aux exigences normatives et devra présenter toutes les caractéristiques requises pour ce type d'exploitation et présentera ainsi une attestation de laboratoire et une attestation de conformité à son utilisation signée par la maison mère (usine de fabrication de la marque du gazon).

La réception du revêtement en gazon synthétique ne sera prononcée qu'après vérification :

- **De la conformité des matériaux en place avec les échantillons acceptés**
- **De la quantité et qualité du sable de remplissage**

- Du nivellement final du terrain

Ouvrage payé au mètre carré au prix N°3,

PRIX N°4: REMPLISSAGE DU GAZON SYNTHETIQUE EN GRANULATS SBR ENCAPSULES VERTS

Ces matériaux doivent correspondre aux spécifications suivantes :

- De type Gomm Amica® PowerFill Green;
- Origine : pneus usés de voiture et camions ;
- Enrobage : résine non toxique ;
- Couleur : verte ;
- Dimensions granulats : 0.6-2.5 mm ;
- Masse volumique : 0.48 kg/dm³ (+/- 0.02)
- Bonne résistance aux UVA/UVB ;
- Solubilité dans l'eau : aucune ;
- Elasticité et flexibilité : pas de changement entre -20°C et 70°C
- Résistance à l'usure : jusqu'à 10.000 cycles ;

Le produit étant obtenu par broyage mécanique. Séparation des débris magnétiquement et sur la base de la densité. Pendant tout le processus, aucun solide ou gaz ou liquide n'est ajouté.

L'enrobage par la couleur verte est assuré par l'utilisation d'une résine polyuréthane non toxique et des pigments organiques.

Ouvrage payé au mètre carré au prix N°4,

NB : Aucun logo ou inscription publicitaire, ne doivent figurer sur la moquette.

ARTICLE : 37

BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

ENTRETIEN DES INSTALLATIONS SPORTIVES

LOT UNIQUE

MARCHE N°...../CS/2024

Marché Passé en application paragraphe 3 alinéa a de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et paragraphe 3 alinéa b de l'article 20 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 relatif aux marchés

POUR UN MONTANT DE (en chiffres et en lettres) :.....

PRESENTE PAR :

Abdellatif BENGHOUCHA
Chef de Service de Bâtiment

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

A SALE, LE : ... **06 MAI 2024**

**LE PRESIDENT DE LA COMMUNE
DE SALE :**

**LU ET ACCEPTE PAR :
(L'Entrepreneur)**

Omar SENTISSI
Président de
la Commune de Sale



A SALE, LE :

A SALE, LE :

WISE PAR

APPROUVE PAR

A SALE, LE :

A SALE, LE :